



ACTION  
PRATICIENS  
HÔPITAL



**Communiqué de presse Action Praticiens Hôpital  
16 mai 2022**

**DIALOGUE SOCIAL AVEC LES PRATICIENS HOSPITALIERS,  
ENTRE ESBROUFE ET RENIEMENTS**

Après des semaines de tensions sociales intenses et inédites autour de la réforme des retraites et malgré un affichage gouvernemental contrit d'une volonté de discussions avec les partenaires sociaux autour du travail et des salaires, force est de constater que **rien ne change dans la manière dont l'exécutif exerce le pouvoir dans notre pays.**

**Le report des séances de négociations prévues avec les organisations représentatives des praticiens hospitaliers du 15 et 16 mai à une date ultérieure, faute d'obtention d'un mandat, donc d'un financement, par la DGOS en est pour nous le dernier exemple.**

Après les grandes déclarations de 2018 lors du lancement du plan « Ma Santé 2022 », une pandémie mondiale qui a terminé d'essorer l'hôpital public et ses professionnels puis un nouveau discours présidentiel à l'attention des acteurs de la santé le 6 janvier dernier, **nous espérons un peu de sincérité dans l'action et la méthode.** Le constat, regrettable, que nous faisons aujourd'hui est qu'il n'en est rien.

Depuis des semaines nous discutons avec notre administration de tutelle sur les rémunérations, la permanence des soins, les conditions d'exercice, la gouvernance, tout cela dans un contexte de désertification médicale hospitalière et de tentatives de contrôle de l'intérim médical entraînant des distorsions importantes entre les différents modes d'exercice sur les rémunérations et les contraintes. **Nous pensons avoir convaincu la DGOS sur la nécessité de valoriser et reconnaître l'investissement des praticiens hospitaliers universitaires ou non, leur engagement et leur fidélité : cela n'a visiblement pas suffi à emmener l'ensemble des autres ministères en charge du budget de la sécurité sociale et de l'ONDAM hospitalier.**

Les médecins, pharmaciens et odontologistes hospitaliers ne peuvent plus continuer à subir ce dumping social qui dégrade toujours et encore leurs conditions de travail et leur niveau de vie au nom de l'équilibre budgétaire d'un ONDAM qui ne s'impose finalement qu'à eux.

**Les praticiens de l'hôpital public sont les dindons de la farce** d'un système de santé qui les ostracise de plus en plus. Leurs statuts devraient incarner l'excellence de la médecine hospitalière publique, il n'en est plus

rien aujourd'hui. La concurrence est rude pour le recrutement. Avec le privé, depuis longtemps, mais aussi maintenant avec d'autres établissements publics qui proposent, pour contourner les nouvelles règles sur l'intérim, de juteux contrats de praticiens contractuels, bien plus intéressants que le statut de praticien hospitalier.

Il était grand temps de remettre l'église au milieu du village et de valoriser l'engagement sans faille des praticiens hospitaliers dans le service du public hospitalier. **L'absence d'une véritable feuille de route gouvernementale sur ce sujet et l'absence de coordination des ministères concernés conduit, une nouvelle fois, à reporter ces travaux.**

**Les praticiens hospitaliers ne peuvent plus attendre.** Faute de décision politique, c'est l'apoptose de l'hôpital et de ses services qui se profile. A cet égard, il est probable que cet été soit encore plus difficile que les précédents.

**APH a donc cosigné un courrier avec l'ensemble des intersyndicales exprimant son incompréhension et demandant au ministre de la Santé et de la Prévention la poursuite de l'agenda social prévu.**

**APH demande à la Première Ministre de se saisir de ce sujet interministériel et de prendre les arbitrages nécessaires pour faire avancer ce dossier,** conformément à ses engagements sur le dialogue social et le pouvoir d'achat. Les partenaires sociaux que nous sommes n'attendrons pas l'été pour obtenir les gages de confiance nécessaires à l'avancement des négociations. Comme le Président de la République le répétait en janvier dernier : « le diagnostic est fait mais le traitement n'est manifestement pas suffisant ! »

**Les praticiens hospitaliers attendent ce traitement et ne se laisseront pas entrainer vers des soins palliatifs sans réagir !**

**Dr Jean-François  
Cibien**  
Président APH  
Président AH  
jf.cibien@sudf.fr  
06 07 19 79 83

**Dr Carole Poupon**  
Vice-présidente APH  
Présidente CPH  
carole.poupon@aph-  
france.fr  
06 76 36 56 67

**Dr Yves Rébufat**  
Délégué général APH  
Président exécutif AH  
yves.rebufat@snphare.fr  
06 86 87 62 76

**Dr Marie-José Cortes**  
Vice-présidente APH  
mariejo.cortes@aph-  
france.fr  
06 12 23 94 00